

Situation économique

Les années 70 ont été une ère de prospérité pour l'économie du Costa Rica, le secteur manufacturier et le secteur agricole bénéficiant d'une croissance rapide. Cette période fut notamment marquée par un accroissement des exportations traditionnelles (café, bananes et sucre) et la production de nouvelles denrées (boeuf, légumes et fruits tropicaux). Toutefois, entre 1979 et 1982, la combinaison de plusieurs facteurs (dont la diminution des rentrées de devises, la hausse du coût des importations de pétrole, de machines industrielles et de matières premières) et le coût de plus en plus élevé des programmes d'assistance sociale ont amené le pays au bord de la faillite.

Le gouvernement de l'époque a alors pris un certain nombre d'initiatives pour remettre l'économie sur la bonne voie, établissant un programme d'austérité afin de réduire le déficit budgétaire et s'assurant une augmentation de l'aide étrangère. En 1985, le Costa Rica a conclu un accord avec le Fonds monétaire international (FMI) sur les conditions d'obtention d'une aide supplémentaire auprès de cet organisme et négocié avec la Banque mondiale un prêt pour ajustement structurel de 80 millions \$ US.

L'administration du Président Arias a maintenu son régime d'austérité et est parvenu ainsi à ramener le déficit du secteur public à 3 % du PIB (contre 14 % en 1982). Le succès des mesures prises par le Président Arias pour réduire les dépenses du gouvernement et redistribuer les fonds publics vers les secteurs productifs a permis une relance partielle de l'économie, mais d'importantes difficultés subsistent à court terme, notamment un taux d'inflation inquiétant (qui est passé de 16 % en 1987 à 23 % à la fin de 1988), une hausse des prix réglementés de certains aliments de base et des services publics et un affaiblissement consécutif de 2,5 % de la valeur réelle du salaire national minimum pour la période 1987-1988. En outre, la dette extérieure du Costa Rica - qui s'élevait à 4,7 milliards \$ US au début de 1989 - demeure un obstacle majeur au redressement économique du pays à long terme, et a conduit le gouvernement Arias à chercher une nouvelle restructuration de l'économie costa-ricienne y compris la libéralisation du système bancaire, dans le but de stimuler la productivité et d'être en mesure d'obtenir une aide additionnelle de la communauté internationale. À cet égard, un certain progrès a été réalisé en décembre 1988, lorsque la Banque mondiale a approuvé un nouveau prêt pour ajustement structurel de 100 millions \$ US, mais d'autres négociations devront être engagées avec le FMI et les créanciers privés afin de mettre au point une formule globale permettant de réduire le fardeau de la dette. Une autre difficulté pour le gouvernement, elle aussi liée à cette question, sera de conserver l'appui du public aux politiques d'austérité et de restructuration lors des futures élections présidentielles, prévues pour février 1990.